

## « Sociaux-démocrates » ou « fanatiques » ?

Les Frères musulmans au prisme des renseignements britanniques pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)

Margot Dazey

**Fondée en 1928, la Société des Frères musulmans se transforme au cours des années 1930 en un mouvement de masse, qui attire à partir de 1936 l'attention du renseignement britannique. Alors que l'Égypte est un élément clé du dispositif stratégique de Londres en Méditerranée, les services de renseignement tentent d'analyser les capacités et les intentions de l'organisation. À travers l'examen de leurs rapports, Margot Dazey interroge les grilles de lectures britanniques et met au jour les tensions entre services de renseignements et services diplomatiques autour de la possibilité de coopérer avec la confrérie.**

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate en septembre 1939, la visée des Britanniques en Égypte est double : obtenir l'entrée en guerre du pays aux côtés des Alliés et en assurer la sécurité intérieure. L'Égypte paraît en effet essentielle dans leur stratégie militaire, économique et politique : en plus d'occuper une place prépondérante dans l'équilibre politique régional, elle constitue leur première base militaire dans la région tandis que leur flotte en Méditerranée mouille à Alexandrie. Elle possède par ailleurs sur ses terres le canal de Suez, dont la Compagnie est majoritairement détenue par les Britanniques. L'Égypte, enfin, se situe au carrefour des routes des communications terrestres, maritimes, télégraphiques et, plus tard, aériennes avec le reste de l'Empire <sup>1</sup>.

Si les Britanniques aboutissent à un échec relatif concernant l'entrée en guerre de l'Égypte <sup>2</sup>, ils mettent en œuvre d'importants moyens pour assurer la sécurité intérieure du pays. Pour ce faire, ils n'hésitent pas à intervenir directement dans les affaires égyptiennes (l'encercllement militaire du palais royal en février 1942 en est l'illustration la plus nette) et à

---

<sup>1</sup> Hoda Abdel Nasser, *Britain and the Egyptian Nationalist Movement, 1936-1952*, Reading, Ithaca Press, 1994 ; Martin Kolinsky, *Britain's War in the Middle East : Strategy and Diplomacy, 1936-1942*, Basingstoke, Macmillan, 1999. Je remercie Catherine Mayeur-Jaouen et Philippe Pétriat pour leur relecture et leurs suggestions.

<sup>2</sup> Le gouvernement d'Ali Maher refuse de déclarer la guerre à l'Allemagne mais met en œuvre des mesures de coopération avec les autorités britanniques.

développer un dense réseau de renseignements. Il s'agit pour eux de garantir la stabilité politique du pays en collaborant avec les gouvernements en place, d'assurer la loyauté de l'armée égyptienne et de lutter contre l'espionnage ennemi et la propagande antibritannique. C'est dans ce contexte difficile que les agents diplomatiques et les services de sécurité sont confrontés à l'influence grandissante de la Société des Frères musulmans (Jamā'at al-Ikhwān al-Muslimīn).

Longtemps passés inaperçus aux yeux des Britanniques, les Frères musulmans gagnent en quelques mois le statut de chefs de file de la « cinquième colonne » en Égypte, objets de surveillances quotidiennes et de tractations discrètes. Il faut dire que la guerre sert de catalyseur à l'expansion de la Société<sup>3</sup> : fondée par Hassan al-Banna en 1928 à Ismaïlia, elle compte trois branches en 1931, une centaine en 1936 et un millier en 1945, avec près d'un demi-million de membres à la fin de la guerre. Cette spectaculaire expansion traduit une mutation de fond : d'une association religieuse et culturelle périphérique et provinciale, la Société se transforme dans les années 1930 et pendant la guerre en un mouvement politique moderne<sup>4</sup>. Ce mouvement anticolonial de masse, ancré dans la société et implanté sur l'ensemble du territoire, parvient à concurrencer les élites traditionnelles du Wafd et des partis minoritaires en donnant voix à certaines revendications du peuple égyptien. Il illustre la montée en puissance de courants extra-parlementaires face à l'essoufflement du système monarchique, incapable de répondre aux attentes nationalistes et sociales des classes émergentes<sup>5</sup>.

L'étude des relations entre les autorités britanniques et les Frères musulmans pendant la Seconde Guerre mondiale éclaire les premiers jalons d'une diplomatie tâtonnante face au plus important mouvement islamiste contemporain. En précisant l'articulation entre surveillance sécuritaire et analyse politique, cet article examine le processus de construction d'une « menace islamique » et, en réaction, l'émergence d'un dilemme diplomatique toujours d'actualité : « *to engage or not to engage* »<sup>6</sup>. L'ambassade et les services de sécurité hésitent

---

<sup>3</sup> Richard Mitchell, *The Society of the Muslim Brothers*, Londres, Oxford University Press, 1969, 1993.

<sup>4</sup> Brynjar Lia, *The Society of the Muslim Brothers in Egypt : The Rise of an Islamic Mass Movement, 1928-1942*, Londres, Ithaca Press, 1998.

<sup>5</sup> Marcel Colombe, *L'Évolution de l'Égypte (1924-1950)*, Paris, Maisonneuve, 1951 ; Anne-Claire de Gayffier-Bonneville, *L'Échec de la monarchie égyptienne, 1942-1952*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 2010.

<sup>6</sup> Pour reprendre l'expression d'un ouvrage de vulgarisation sur les Frères : Alison Pargeter, *The Muslim Brotherhood : The Burden of Tradition*, Londres, Saqi Books, 2010.

en effet entre exercer des pressions contre des « fanatiques » et nouer des liens avec un mouvement populaire bien que difficilement fréquentable, qualifié de « social-démocrate » sous la plume d'un agent de renseignement <sup>7</sup>.

### **Les renseignements coloniaux face aux Ikhwān**

Avant d'étudier les liens entre Frères musulmans et Britanniques, un détour par l'histoire des services secrets de l'Empire s'impose puisqu'ils fournissent les protagonistes et constituent les sources principales du présent article. La consolidation des services de renseignements au Moyen-Orient au cours de la Seconde Guerre mondiale est longue et délicate. Elle accompagne la structuration de l'État colonial comme « État de la sûreté » (*intelligence state*), à l'œuvre depuis 1914 <sup>8</sup>. Le recueil d'informations constitue en effet un pilier des puissances coloniales, influençant les décisions politiques et administratives et prévenant l'expansion de revendications nationalistes. Ne pouvant asseoir leur domination sur le consentement des peuples, les empires s'appuient sur de vastes réseaux d'informateurs (et de disséminateurs), occidentaux et « indigènes », travaillant à la collecte de divers renseignements. Le contexte de guerre, marqué en Égypte par la déclaration de la loi martiale et la mise en place d'une stricte censure, offre des opportunités pour renforcer cette machinerie de la sûreté.

Avant même le déclenchement de la guerre, le Security Service établit des bureaux en Égypte (1937) puis en Palestine (1938) <sup>9</sup>. Développant ce premier noyau institutionnel et faisant suite à de longues négociations entre les trois états-majors, le Middle East Intelligence Centre (MEIC) prend forme au Caire en juin 1939 sous la direction de Illyd Clayton, afin d'assurer la coordination des informations entre les armées et leur transmission aux quartiers généraux du Moyen-Orient et au Joint Intelligence Committee à Londres <sup>10</sup>.

Le besoin de disposer d'une autorité centralisée des services existants conduit à la création, en décembre 1939, d'une sous-section au sein du MEIC : le Security Intelligence Middle East

---

<sup>7</sup> Les fonds cités au long de cet article proviennent des archives nationales britanniques (Kew Gardens), en particulier du bureau de la Guerre (War Office), du bureau des Affaires étrangères (Foreign Office) et des services du renseignement (Security Service). War Office (WO) 208/1561, Security Summary Middle East (SSME), 103, 10 décembre 1942.

<sup>8</sup> Martin Thomas, *Empires of Intelligence : Security Services and Colonial Disorder after 1914*, Berkeley, University of California Press, 2008.

<sup>9</sup> Ces bureaux sont dirigés par des defence service officers (DSO), dont le poste égyptien est occupé par le colonel Geoffrey Jenkins pendant la guerre.

<sup>10</sup> Francis Harry Hinsley *et al.*, *British Intelligence in the Second World War*, Londres, Her Majesty's Stationary Office, 1979-1993.

(SIME). Sous la houlette de Raymond Maunsell<sup>11</sup>, le SIME est basé au Caire, dans les bâtiments de Grey Pillars à Garden City, et est secondé par deux bureaux à Ismailia et Alexandrie. Ses missions portent essentiellement sur la surveillance « des activités des agents hostiles au Moyen-Orient, de nationalité ennemie ou sous influence ennemie<sup>12</sup> ». Au cœur de la guerre, le SIME compte une centaine d'officiers dont le recrutement reflète son fonctionnement interservices : il s'agit de militaires issus des trois états-majors, rejoints par des agents du MI5 (responsable des renseignements intérieurs, dont l'empire) et du MI6 (responsable des renseignements extérieurs)<sup>13</sup>. Accompagnant la professionnalisation du renseignement pendant la guerre, ce personnel est formé au Caire, où les agents affinent leur connaissance des modes opératoires de l'Axe et leurs compétences en termes d'espionnage<sup>14</sup>.

En tant qu'unité en charge des renseignements militaires sur tout le Moyen-Orient, le SIME publie régulièrement des Security Summary, bulletins d'information sur la situation de chaque pays, mettant l'accent sur les activités de propagande, de sabotage et de troubles à l'ordre public. Collaborant étroitement avec les forces de sécurité égyptiennes, notamment la police du Caire et le ministère de l'Intérieur, le directeur du SIME dispose également d'un dense réseau d'informateurs, nommé ORBY. Supervisé par le capitaine Edwin Whittall au Caire et disposant de branches en Basse et Haute-Égypte, le réseau est mis en place dès le début de la guerre par des hommes d'affaires anglo-égyptiens<sup>15</sup>. Il est principalement constitué d'« Européens de nationalités variées », en charge de recruter des sous-agents choisis dans tous les milieux – un enchevêtrement entre agents de renseignements et informateurs « indigènes » à l'instar du système mis en place en Inde britannique dès le

---

<sup>11</sup> Officier de cavalerie, le brigadier Maunsell (1903-1976) est *Defence Service Officer* d'Égypte dès 1937 avant de diriger le SIME de 1939 à 1944.

<sup>12</sup> *Records of the Security Service (KV) 4/305*, 16 décembre 1942.

<sup>13</sup> Roger Arditti, « Security Intelligence in the Middle East (SIME) : Joint Security Intelligence Operations in the Middle East, c. 1939-1958 », *Intelligence and National Security*, 31 (3), 2016, p. 369-396. Le personnel du SIME est issu de carrières diverses avant-guerre, majoritairement de la police coloniale et des milieux d'affaires, contrairement à d'autres agences de renseignements qui privilégient un recrutement universitaire (comme les services de décryptage). On compte parmi les officiers du SIME William Kenyon-Jones (vice-directeur, homme d'affaires gallois) et Paul Jacques Victor Rolo (issu d'une famille de banquiers alexandrins, en charge de la surveillance des cercles d'élite et des associations musulmanes).

<sup>14</sup> Adam Shelley, « Empire of Shadows : British Intelligence in the Middle East, 1939-1946 », thèse d'histoire, Université de Cambridge, 2008.

<sup>15</sup> Le réseau ORBY quadrille divers espaces : les cercles du Palais et du gouvernement, les organisations musulmanes, Al-Azhar et les universités, la communauté des affaires et les forces armées égyptiennes.

19<sup>e</sup> siècle<sup>16</sup>. Forts de ce réseau, les services secrets se réjouissent qu'« il n'y a aucun événement d'importance en Égypte qui n'arrive à la connaissance d'un ou de plusieurs membres d'ORBY, qu'il ait lieu dans les cercles du Palais ou dans les bidonvilles du Caire<sup>17</sup> ».

Cet appareil de surveillance est activé pour contrôler les activités des Frères musulmans pendant la guerre. Au cours du conflit, des quantités considérables d'informations sont recueillies et archivées. Elles sont obtenues par différents moyens, mentionnés au détour des rapports : à la suite d'observations directes, de fouilles de domiciles privés, de lettres censurées, d'articles de presse, de conversations avec de hauts-fonctionnaires égyptiens, de collecte de tracts, etc. Les témoignages des informateurs sont fréquemment recoupés, que ce soit pour évaluer leur fiabilité ou analyser les discours des Frères en fonction de leur contexte d'énonciation. Au cœur de cette entreprise d'observation, Hassan Al-Banna fait l'objet d'une surveillance particulière : les réunions publiques auxquelles il participe sont surveillées, ses déplacements et conversations privées sont consignés, les instructions transmises à ses délégués sont interceptées, les rencontres secrètes auxquelles il assiste sont infiltrées. On est ici au centre des « empires du renseignement » décrits dans les travaux d'historiens anglo-saxons : des compétences, des techniques, des méthodes (toute une ingénierie étatique du secret) mises au service d'un projet impérial de connaissance et de contrôle, décuplé par le contexte de guerre<sup>18</sup>.

Cette production sécuritaire s'affine au cours du conflit, à mesure que les Frères gagnent en popularité auprès de la société égyptienne. Le nombre de mentions des Frères dans les Security Summary augmente sensiblement entre 1941 et 1943 et, à partir de février 1942, les Frères disposent d'un paragraphe spécifique dans les rapports hebdomadaires des renseignements militaires. Par ailleurs, al-Banna fait son entrée sur la liste des personnalités égyptiennes publiée annuellement par le Foreign Office en 1943, tandis que le War Office consacre en 1942 un dossier aux Frères, détaillé plus loin.

---

<sup>16</sup> Christopher Alan Bayly, *Empire and Information : Intelligence Gathering and Social Communication in India, 1780-1870*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

<sup>17</sup> KV 4/305, 16 décembre 1942.

<sup>18</sup> Priya Satia, *Spies in Arabia : The Great War and the Cultural Foundations of Britain's Covert Empire in the Middle East*, Oxford, Oxford University Press, 2008 ; Calder Walton, *Empire of Secrets : British Intelligence, the Cold War and the Twilight of Empire*, Londres, HarperPress, 2013.

### **Fanatisme, panislamisme et autres craintes orientalistes (1936-1939)**

La Société est pourtant longtemps restée inaperçue. Comme le note un rapport de décembre 1942, « pendant les huit premières années [de la Société], les Frères ne semblent pas avoir été remarqués par les autorités de renseignements britanniques<sup>19</sup> ». Leur première mention date d'avril 1936, huit ans après la création de la Société. C'est d'ailleurs la visite rendue aux Frères par une fraternité religieuse de Damas qui attire l'attention des services secrets, l'orientation anticoloniale du discours frériste faisant forte impression<sup>20</sup>. Dans une note du département de la Sécurité publique, les Frères musulmans sont présentés comme travaillant à « maintenir la pureté de l'islam et à mettre en œuvre ses prescriptions de façon rigide » et à « purger les pays islamiques de la présence et du contrôle des Européens ». Cette première note conclue : « Le mouvement gagne en force mais n'est en rien dangereux pour le moment<sup>21</sup>. »

S'intéressant à ces « jeunes hommes dévots, qui font leur prière régulièrement et adhèrent aux principes religieux jusqu'au fanatisme », un second rédacteur redoute que la Société produise « une génération imprudente et irréfléchie, qui ne manquera pas de vendre peu cher leur vie et dont le vœu le plus cher sera de mourir en martyr pour Dieu et leur pays<sup>22</sup> ». Par-delà le nationalisme islamique des Frères brièvement esquissé<sup>23</sup>, on retrouve une ligne directrice du rapport des autorités britanniques au mouvement islamiste : l'appréhension d'une menace inédite sous le prisme du fanatisme. Motif récurrent du discours colonial et de l'imaginaire orientaliste, le « fanatisme musulman » renvoie les Frères à leur altérité<sup>24</sup>. Signalant la difficulté de l'appareil bureaucratique à donner sens aux mouvements islamiques, l'étiquette « fanatique » vient qualifier indistinctement la révolte des Cipayes en Inde, la révolte d'Urabi Pacha en Égypte et le soulèvement mahdiste au Soudan<sup>25</sup>. Notons dès à présent qu'il ne constitue qu'un des répertoires dont fait usage l'administration britannique

---

<sup>19</sup> WO 208/1561, SSME, 103, 10 décembre 1942.

<sup>20</sup> B. Lia, *The Society...*, *op. cit.*, p. 81.

<sup>21</sup> Foreign Office (FO) 141/536 403, 20 mai 1936.

<sup>22</sup> FO 371/19980 E2120/381/65, 8 avril 1936.

<sup>23</sup> Israel Gershoni et James Jankowski, *Redefining the Egyptian Nation, 1930-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 79-96.

<sup>24</sup> Paul Siblot, « Les fanatiques et le discours colonial », *Mots*, 79, 2005, p. 73-81.

<sup>25</sup> Francis Robinson, « The Muslim World and the British Empire », in Judith Brown et Roger Louis (dir.), *The Oxford History of the British Empire : The Twentieth Century*, New York, Oxford University Press, 1999, p. 398-420.

(mais aussi les adversaires de la Société, comme le Wafd<sup>26</sup>, et d'autres observateurs occidentaux, comme les diplomates français et états-uniens), pour nommer et saisir le phénomène frériste.

La révolte palestinienne de 1936-1939 marque un tournant dans l'histoire de la Société. C'est durant ces années que les Frères musulmans mettent en mots et en pratiques leur orientation « panislamique » et font leur entrée sur la scène publique égyptienne<sup>27</sup>. Plusieurs rapports du Foreign Office documentent leurs activités : collecte de fonds, organisation de meetings de solidarité, propagande dans les mosquées, les écoles et les cafés, rédaction d'articles de presse, etc. L'engagement palestinien des Frères réactive chez les autorités britanniques la crainte d'une allégeance « panislamique », qui menacerait les intérêts de l'Empire en mobilisant les masses croyantes de l'Inde à la Palestine<sup>28</sup>. La virulence de la propagande frériste pousse les Britanniques à poser la question de leur dangerosité au directeur général de la Sécurité publique égyptienne, mais ce dernier s'efforce de les rassurer en affirmant que « ces sociétés sont banales et sans attache réelle » et que « leurs activités ne doivent pas être prises au sérieux<sup>29</sup> ».

#### **La Guerre, les Britanniques et les Frères (1939-1945)**

Avec le déclenchement de la guerre, les intentions des diplomates et militaires britanniques se précisent : il s'agit d'évaluer la menace à leurs intérêts posée par les Frères musulmans et de contrôler leur montée en puissance sur la scène publique. Ce double agenda met en lumière l'ambiguïté du rôle des services de renseignements à la fois « fournisseurs d'informations et agents de la violence d'État<sup>30</sup> ». Oscillant entre observations et interventions, le spectre d'actions déployées par les autorités britanniques vis-à-vis des Ikhwān se décline entre la surveillance de leurs activités, des pressions sur leurs ambitions politiques et une accumulation d'informations sur la Société.

*Surveiller la « cinquième colonne »*

---

<sup>26</sup> M. Colombe, *L'Évolution...*, *op. cit.*, p. 267.

<sup>27</sup> Israel Gershoni, « Palestine, The Road to Power : The Muslim Brothers and the Arab Revolt in Palestine, 1936-1939 », *Middle Eastern Studies*, 22 (3), 1986, p. 367-397 ; B. Lia, *The Society...*, *op. cit.*

<sup>28</sup> John Ferris, « "The Internationalism of Islam" : The British Perception of a Muslim Menace, 1840-1951 », *Intelligence and National Security*, 24 (1), 2009, p. 57-77.

<sup>29</sup> FO 371/21881 E5898, 10 octobre 1938.

<sup>30</sup> M. Thomas, *Empires...*, *op. cit.*, p. 6.

Les Frères musulmans occupent une place de choix dans les rapports hebdomadaires des renseignements militaires pendant la guerre. Figurant en bonne place des analyses consacrées à la « cinquième colonne » en Égypte, ils sont désignés non plus comme des agents panislamiques mais comme des ennemis intérieurs faisant le jeu des forces de l’Axe, en participant à la déstabilisation de l’Égypte pro-britannique.

Tout acte de propagande antibritannique orchestré par la Société est systématiquement annoté, qu’il s’agisse de propos tenus par al-Banna et d’autres membres ou de tracts distribués au Caire et en province. Les Britanniques sont particulièrement soucieux de se prémunir de la propagation de fausses rumeurs par les Frères. Cette désinformation concerne aussi bien les supposés outrages commis par les Britanniques que leur responsabilité dans les difficultés économiques du pays<sup>31</sup>. Une autre activité passée au crible est la collecte par les Frères d’informations sensibles sur les mouvements des troupes britanniques, les messages transmis aux ateliers d’armement ou la position des centres de communication britanniques<sup>32</sup>.

De façon plus ponctuelle, les rapports militaires font mention de soupçons d’actions de sabotage. Si les Britanniques restent prudents sur la réalité de telles menaces, leurs rapports signalent que les Frères s’emploient à établir des contacts avec les ouvriers travaillant dans les usines d’armement et à projeter de couper les lignes de chemin de fer. Un rapport de 1942 conclut que ces activités demeurent dans une phase de planification<sup>33</sup>.

Les Britanniques paraissent réticents à évoquer une collaboration directe des Frères avec les forces de l’Axe pendant la guerre. Selon eux, c’est l’activisme des Frères musulmans au sein de la révolte palestinienne qui aurait attiré l’attention des agents allemands<sup>34</sup>. Ces contacts auraient pris la forme de soutiens matériels en faveur d’une propagande antibritannique, comme le suggère l’affaire Stellbogen<sup>35</sup>. Selon les rapports britanniques, ces contacts semblent témoigner d’une rencontre d’intérêts conjoncturelle dans le cadre de la lutte d’indépendance menée par les Frères<sup>36</sup>.

---

<sup>31</sup> WO 208/4320, 29 juillet-4 août 1942 ; WO 208/1561, SSME, 11, 5 janvier 1942.

<sup>32</sup> WO 208/4320, 3-10 juin 1942.

<sup>33</sup> WO 208/1561, SSME, 103, 10 décembre 1942.

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> B. Lia, *The Society...*, *op. cit.*, p. 179-180. L’affaire naît de la découverte, en octobre 1939, dans la demeure d’un journaliste attaché à la représentation diplomatique allemande du Caire, de documents indiquant que les Frères musulmans ont reçu de l’argent de la part d’agents de l’Axe avant le début de la guerre : WO 208/502, « Note on Wilhelm Stellbogen », 23 octobre 1939.

<sup>36</sup> WO 208/1561, SSME, 103, 10 décembre 1942.



C'est également la conclusion des historiens qui se sont intéressés aux publications de la Société dans les années 1930 et 1940<sup>37</sup>. Si les Frères partagent avec les mouvements fascistes un profond antisémitisme, celui-ci ne se réduit pas à une répétition des thèses antisémites européennes, en ce qu'il s'inscrit dans une certaine rhétorique islamique à l'égard des communautés non-musulmanes et se nourrit de la question palestinienne. Par ailleurs, l'orientation anticoloniale des Frères conduit al-Banna à rejeter le nazisme et le fascisme comme des systèmes occidentaux de domination, dont il critique le racisme et l'expansionnisme<sup>38</sup>.

#### *Enrayer les ambitions fréristes*

L'entreprise de surveillance des activités subversives ne constitue qu'un instrument des agents britanniques vis-à-vis des Frères musulmans et un pan de leurs activités reste orienté vers l'encadrement de leur essor sur la scène égyptienne.

Une constante pendant la guerre concerne la crainte britannique d'alliances entre les Frères et d'autres cercles égyptiens. Inquiets du patronage dont semblent bénéficier les Ikhwān auprès du Palais et de divers hommes politiques, les autorités britanniques font pression sur le gouvernement pour sanctionner la Société<sup>39</sup>. Mi-octobre 1941, Hassan al-Banna et son associé Ahmed al-Sukkari sont arrêtés, les revues des Frères suspendues, leurs réunions interdites, tandis que les services secrets britanniques s'emploient à favoriser les dissensions internes<sup>40</sup>. Si les premières années de la guerre sont marquées par la méfiance de l'ambassade à l'égard des soutiens royaux aux Ikhwān, l'arrivée au pouvoir du Wafd en février 1942 change la donne. Les Frères décident de présenter des candidats aux élections, tandis que les renseignements britanniques profitent de désaccords internes pour décrédibiliser al-Banna<sup>41</sup>. Alors que la victoire de ce dernier à Ismaïlia fait peu de doutes, el-Nahhas, alors Premier

---

<sup>37</sup> Pour une discussion des thèses sur la collaboration des Frères avec les Allemands, voir Israel Gershoni (dir.), *Arab Responses to Fascism and Nazism : Attraction and Repulsion*, Austin, University of Texas Press, 2014, p. 26-28.

<sup>38</sup> Israel Gershoni et James Jankowski, *Confronting Fascism in Egypt : Dictatorship versus Democracy in the 1930s*, Stanford, Stanford University Press, 2009, p. 210-233. Sur le rejet des nationalismes occidentaux dans la pensée frériste : Olivier Carré et Michel Seurat, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, Paris, L'Harmattan, 1983, 2001, p. 41-43 ; R. Mitchell, *The Society...*, *op. cit.*, p. 264-267.

<sup>39</sup> FO 371/27428 J352/18/16, 28 janvier 1941 ; FO 371/27430 J1509/18/16, 29 avril 1941 ; FO 371/27434 J360, 14 novembre 1941.

<sup>40</sup> WO 208/4320, rapport mensuel, novembre 1941.

<sup>41</sup> WO 208/4320 27, février-6 mars 1942 ; WO 208/4320, 6-13 mars 1942.

ministre, le contraint à retirer sa candidature et à passer un accord : en échange de l'allégeance publique d'al-Banna et de sa renonciation aux activités antibritanniques, Nahhas relâche la pression policière sur la Société. Un rapport britannique commente : « Il est dit que le Premier ministre cherche ainsi à saper le pouvoir de l'association ; Hassan al-Banna, d'autre part, chercherait à gagner du temps et souhaiterait avoir les mains libres pour mener ses activités [...]. Reste à savoir qui de Nahas ou d'Hassan al-Banna se révélera dupe <sup>42</sup>. »

À cet accord ambivalent avec le Wafd, s'ajoute un rapprochement opéré par al-Banna vers les Britanniques <sup>43</sup>. James Heyworth-Dunne, un résident britannique probablement à l'œuvre derrière ces tractations <sup>44</sup>, décrit le rapprochement comme une manœuvre d'al-Banna « pour dérouter les autorités et gagner du temps ». En effet, ce dernier « laissa entendre *via* certaines personnes qu'il serait disposé à coopérer avec les Britanniques et donna l'impression qu'il serait sensible à une forme de rémunération ». À quoi l'auteur ajoute : « Mais rien n'était plus éloigné de la vérité, il n'avait aucune intention de recevoir de l'argent d'infidèles <sup>45</sup>. » Les renseignements militaires confirment cette version, concluant à l'échec du rapprochement : « Il fait peu de doute qu'Hassan al-Banna est influencé par la peur plutôt que par un réel désir de trouver un accord <sup>46</sup>. »

L'alliance entre le Wafd et les Frères musulmans ne manque pas d'inquiéter les Britanniques. Un entretien a lieu en mai 1942 entre le ministre des Finances égyptien, Amin Osman Pasha, et trois agents britanniques, dont Raymund Maunsell, concernant l'attitude à adopter face aux Frères <sup>47</sup>. Une série de décisions est alors prise : aucune offensive contre les Frères n'est ordonnée afin de les « étouffer de bons sentiments » [*kill with kindness*] ; Nahhas

---

<sup>42</sup> WO 208/4320, 27 mai-3 juin 1942.

<sup>43</sup> À l'encontre du récit proposé par A. Marsot, ce rapprochement semble se limiter à des prises de contact mutuelles, et non à une instrumentalisation systématique par les Britanniques des Frères contre le Wafd. Afaf Lufti al-Sayyid Marsot, *Egypt's Liberal Experiment : 1922-1936*, Los Angeles, University of California Press, 1977.

<sup>44</sup> Converti à l'islam et marié à une Égyptienne, James Heyworth-Dunne est islamologue de formation, professeur d'arabe à la School of Oriental and Asian studies et agent des renseignements britanniques au Caire. Avant-guerre, il aurait réussi à infiltrer la Société en se faisant passer pour un Syrien : H. O. Dovey, « Maunsell and Mure », *Intelligence and National Security*, 8 (1), 1993, p. 60-77.

<sup>45</sup> James Heyworth-Dunne, *Religious and Political Trends in Modern Egypt*, Washington, publication privée, 1950, p. 38-39.

<sup>46</sup> WO 208/4320, 24 avril-1<sup>er</sup> mai 1942 ; WO 208/1561, SSME, 42, 5 mai 1942. L'historiographie proche des Frères souligne, quant à elle, que ce serait les Britanniques qui auraient tenté de démarcher al-Banna.

<sup>47</sup> FO 141/838, 21 mai 1942.

accepte publiquement les expressions d'amitié d'al-Banna tout en n'y portant pas crédit ; une aide financière du Wafd, soutenue par les Britanniques, est discrètement transmise aux Frères ; une collaboration entre les renseignements britanniques et égyptiens est mise en place ; un effort est réalisé pour favoriser les scissions internes au sein de la Société ; une liste de membres dangereux est établie. On y trouve résumés les leviers d'action dont disposent les autorités britanniques pour influencer les Frères musulmans : financement discret, espionnage, pressions en faveur de divisions internes, mesures répressives. Loin d'être monolithique, l'engagement britannique auprès des Ikhwān reflète un équilibre entre pressions, répressions et accommodements tactiques.

La chute du gouvernement wafdiste en octobre 1944 confronte les Frères musulmans aux politiques répressives des gouvernements minoritaires et inaugure la « grande persécution » dont ils se disent les victimes après-guerre<sup>48</sup>. Quelques mois après la fin de la guerre, les Frères cherchent à entrer en contact avec l'ambassade britannique, d'abord par l'envoi d'un mémorandum récapitulant leurs objectifs :

« La Société des Frères musulmans est une organisation islamique qui travaille à la réalisation des objectifs de l'islam.

1. Objectif scientifique. Expliquer le message du Coran de manière correcte et sous une forme moderne et répondre à toutes les critiques et soupçons levés à son égard.

2. Objectif pratique. Unifier la nation égyptienne et les autres nations islamiques selon ces principes afin de former une opinion islamique collective qui travaillera à son soutien et à sa réalisation.

3. Objectif économique. Accroître la richesse nationale, qu'elle soit agricole, industrielle ou commerciale, et travailler pour la liberté et la sécurité.

4. Objectif social. Élever le niveau de vie, assurer un équilibre social entre les individus et les classes, donner une chance à tous pour faire face à la maladie, la pauvreté, l'ignorance et le vice, et encourager les œuvres caritatives.

5. Objectif national. Libérer la vallée du Nil et travailler à l'indépendance des nations islamiques et arabes de toute influence étrangère ; protéger les minorités musulmanes partout et les aider à obtenir leurs droits ; soutenir aussi l'unité arabe et protéger la Ligue islamique<sup>49</sup>. »

Puis les Frères poursuivent leur approche de l'ambassade sous la forme d'un entretien téléphonique d'Hassan al-Banna avec l'Oriental Counsellor, sir **Walter** Smart<sup>50</sup>. Au cours de

---

<sup>48</sup> R. Mitchell, *The Society...*, *op. cit.*, p. 34.

<sup>49</sup> Pour le document entier : FO 371/45926 J3402, 3 octobre 1945.

<sup>50</sup> FO 371/45927 J3694, 27 octobre 1945. Diplomate de formation, Walter Smart passe l'essentiel de sa carrière au Caire, où il officie comme conseiller oriental de 1929 à 1947. Il a la charge de dialoguer avec le Palais et le gouvernement et de renseigner l'ambassadeur sur les développements politiques du pays, se prévalant d'un dense réseau relationnel au sein de la société égyptienne.

celui-ci, Al-Banna commence par évoquer la situation palestinienne, l'indépendance indonésienne et la cause nationaliste égyptienne. Répondant vaguement à ces interrogations, le diplomate saisit l'occasion pour interroger al-Banna sur les ambitions de son organisation. Celui-ci défend l'idée que le politique et le religieux ne font qu'un en islam, mais que les Frères musulmans s'abstiennent de toute logique partisane et se confinent aux intérêts généraux des peuples musulmans. On retrouve quelques lignes directrices du discours frériste : une vision globalisante de l'islam, un refus du système partisan et le projet d'une « Umma » unifiée<sup>51</sup>. L'entretien se conclut par un éloge d'al-Banna sur sa propre organisation, défendant que les Frères musulmans représentent « les plus utiles alliés des Britanniques dans une société menacée par la dissolution » et constituent « le plus grand rempart contre le communisme ». La crainte du communisme signale un glissement de l'imaginaire britannique face aux Ikhwān, désormais appréhendés au prisme de la guerre froide.

#### *Comprendre un mouvement inédit*

Au fondement de la surveillance et des interventions britanniques face aux Frères musulmans, figure un dispositif d'analyses politiques. C'est cette troisième facette (analytique et non plus proprement sécuritaire et politique) du face-à-face entre Ikhwān et autorités britanniques qui nous intéresse ici. Il s'agit pour les diplomates et les renseignements britanniques de rendre intelligible un phénomène inédit : l'émergence d'un mouvement de masse s'appuyant sur des références à la fois islamiques et nationalistes.

L'accumulation de connaissances se heurte à la difficulté d'établir une information solide. À plusieurs reprises, les agents britanniques soulignent leur perplexité face aux comportements fréristes : au sommet de l'agitation pro-Axe durant l'été 1942, les services secrets reconnaissent que « l'attitude d'Hassan al-Banna n'est pas facile à déterminer<sup>52</sup> » ; un an plus tard, alors que les tensions avec le gouvernement s'intensifient, les agents militaires admettent que « l'attitude actuelle des *Ikhwan al-Muslimeen* et de Hassan al-Banna est quelque peu difficile à définir<sup>53</sup> ».

À deux reprises, les diplomates de l'ambassade et les agents des services secrets décident pourtant de synthétiser leurs connaissances sur les Frères. Dans une note « The Ikhwan al Muslimin reconsidered », transmise en décembre 1942, les services de renseignements

<sup>51</sup> R. Mitchell, *The Society...*, op. cit., p. 209-294.

<sup>52</sup> WO 208/4320, 8-15 juillet 1942.

<sup>53</sup> WO 208/4320, 30 septembre-6 octobre 1943.

récapitulent l'histoire et les objectifs de la Société. Comparant les Frères au mouvement wahhabite puis dressant un parallèle avec la démarche de non-coopération initiée par Gandhi (on voit à l'œuvre la circulation de schèmes cognitifs dans les espaces coloniaux), les agents mettent en récit l'histoire de la Société. Leur engagement au sein de la révolte palestinienne, leurs communications avec les Allemands avant-guerre, leur rapprochement avec Ali Maher, le transfert d'al-Banna en Haute-Égypte au printemps 1941, son arrestation et la fermeture des branches de la Société, la candidature des Frères aux élections de 1942, jusqu'à l'accord passé avec le Wafd. Autant d'éléments rythmant les progrès des Frères musulmans dont les Britanniques ont une connaissance fine. Les rédacteurs concluent en évaluant leur influence auprès de la société égyptienne : face au Wafd décrédibilisé par des scandales de corruption, les Ikhwān présentent un véritable programme de réformes éducatives, sociales et morales.

Cette note est complétée en juillet 1944 par un rapport intitulé « Ikhwan el Muslimeen <sup>54</sup> », qui témoigne de l'aspect cumulatif des renseignements recueillis. Les relations entretenues par les Frères avec le Wafd, les partis d'opposition et le Palais reçoivent un traitement approfondi, corroborant la stratégie britannique de chercher un équilibre entre les pouvoirs en compétition sur la scène égyptienne. Le spectre de la révolution de 1919 est ravivé, évoquant de façon anachronique le rôle endossé par les Frères musulmans lors de la révolution nassérienne : « Dans le cas d'un nouveau 1919, el-Banna n'hésiterait pas à engager ses nombreux partisans dans la lutte et s'efforcerait d'en prendre la direction ; mais d'autres acteurs devraient être à l'initiative de ces troubles. »

Les autorités britanniques, enfin, font appel à des érudits, maîtrisant la langue et la culture du pays. C'est le cas de **James** Heyworth-Dunne, qui transmet à la chancellerie une note sur « Les nouveaux acteurs politiques en Égypte ». Il y récapitule les raisons du succès des Frères auprès de la population : une organisation pyramidale serrée, un patronage par des notables au niveau local et national, l'efficacité de son service de propagande, la personnalité charismatique d'al-Banna et l'encadrement idéologique des jeunes prédicateurs <sup>55</sup>. L'auteur semble impressionné par l'habileté organisationnelle des Frères, notant : « C'est certainement la meilleure organisation que j'ai pu voir de ce type ; elle peut se vanter d'avoir un très bon programme et une politique solide. Reste à voir quelle sera son influence <sup>56</sup>. »

---

<sup>54</sup> FO 371/41334, J3812, 31 octobre 1944.

<sup>55</sup> Autant d'hypothèses développées dans les travaux d'historiens, notamment B. Lia, *The Society...*, *op. cit.*

<sup>56</sup> FO 371/35539 J4741, 18 novembre 1943.

### Diagnostiques et prophéties : dissonances entre services

Surveiller les activités subversives des Frères, contrôler leur expansion et comprendre les ressorts de leur popularité constituent donc une priorité pour les diplomates et militaires britanniques. Si les centaines de rapports écrits entre 1939 et 1945 témoignent du formidable effort de surveillance mis en place par les autorités coloniales, leur lecture met également en lumière la prégnance des catégories de leur contexte d'énonciation<sup>57</sup>. « Fanatiques », « obscurantistes », « extrémistes » ; la terminologie des rapports britanniques reflète les difficultés à penser l'émergence du premier mouvement islamique souhaitant « resacraliser l'histoire<sup>58</sup> » en dehors de grilles d'analyse binaires. Réflexions orientalistes et imaginaires coloniaux s'entremêlent pour renvoyer les Frères à leur altérité, dans la lignée des représentations de l'islam héritées de l'époque victorienne<sup>59</sup>. Ces catégories sont particulièrement mobilisées dans le climat d'insécurité propre aux temps de guerre<sup>60</sup>.

Pour autant, il serait hâtif de réduire les informations produites par l'appareil diplomatique et sécuritaire à une somme de prénotions orientalistes. Les sources britanniques sont parcourues de dissonances quant à l'interprétation à donner à l'essor des Frères musulmans et à la politique à mettre en œuvre pour l'accompagner dans le sens des intérêts britanniques. Ces décalages renvoient à la subjectivité des rédacteurs mais également à la divergence d'intérêts des agences de production d'informations. Ces discordances remettent en question l'idée d'une administration coloniale homogène et rappellent la concurrence entre différents services pour énoncer une parole légitime sur les Frères.

La principale ligne de tension émergeant dans les archives britanniques réside dans l'opposition entre Foreign Office et War Office. Si les deux départements ont leur bureau dans le même quartier du Caire, ils élaborent de manière juxtaposée bien plus que concertée les rapports à destination de leur administration centrale respective. Tandis que la chancellerie diplomatique renseigne le ministre des Affaires étrangères sur les interactions entre représentants britanniques et acteurs égyptiens<sup>61</sup>, la mission militaire informe le Premier

<sup>57</sup> M. Thomas, *Empires...*, op. cit., p. 26.

<sup>58</sup> L'expression est de Jacques Berque, *Égypte : impérialisme et révolution*, Paris, Gallimard, 1967, p. 528.

<sup>59</sup> Shahin Kuli Khan Khattak, *Islam and the Victorians : Nineteenth Century Perceptions of Muslim Practices and Beliefs*, Londres, I.B. Tauris, 2008.

<sup>60</sup> Martin Thomas, « Colonial States as Intelligence States : Security Policing and the Limits of Colonial Rule in France's Muslim Territories, 1920-40 », *Journal of Strategic Studies*, 28 (6), 2005, p. 1033-1060.

<sup>61</sup> Les sources de l'ambassade proviennent de relations auprès des élites économiques et des cercles proches du gouvernement, d'informations transmises par des officiers britanniques travaillant dans la police égyptienne,

a supprimer: « réactionnaires »

ministre ou le ministre de la Guerre des mouvements militaires effectués par l'ennemi, des activités des groupes portant atteinte à l'ordre public ou encore de la position des troupes britanniques.

Il est donc naturel que les deux services aient des approches différentes quant aux Frères musulmans, dont un échange de l'été 1943 illustre les principaux enjeux.

En juillet 1943, un rapport intitulé « Notes on the implication of the Black Book » (Notes sur l'implication du Livre noir), rédigé par un agent des renseignements militaires, est transmis aux services de l'ambassade. L'auteur y soutient qu'en cette période de troubles, les espoirs de régénération morale du pays résident, aux yeux de la population, dans les Frères musulmans. Ceux-ci s'inscrivent en effet dans la lignée d'autres mouvements d'indépendance comme ceux d'Urabi Pacha vis-à-vis du khédivé et de la classe dirigeante turque, de Saad Zaghoul vis-à-vis du pouvoir britannique et d'Hassan al-Banna enfin vis-à-vis de la culture occidentale<sup>62</sup>. Arguant que « l'influence britannique (à laquelle l'influence américaine s'associera) ne peut être concentrée dans une ambassade ou une institution gouvernementale, dans la citadelle de Saladin ou dans les casernes d'Allenby, mais doit être diffusée largement et de manière non officielle », l'auteur suggère « d'établir des contacts non officiels fiables et bienveillants avec Hassan al-Banna, en tant que chef de file du second groupe le plus représentatif en Égypte, d'examiner ses positions, et éventuellement de chercher à les libéraliser ».

Ce rapport est reçu de façon critique par le Foreign Office, notamment les diplomates Patrick Scrivener et Edwin Chapman-Andrews<sup>63</sup>. Un premier rédacteur commente : « Les Ikhwan al Muslimeen ne doivent pas être pris au sérieux et la suggestion d'établir des contacts informels avec eux [...] est ridicule. » Avant de poursuivre : « Nous avons déjà des informations secrètes solides et détaillées (trop détaillées en fait) sur l'organisation du Cheikh et c'est tout ce que nous demandons. Ses adhérents sont tous d'ignorants partisans du puritanisme islamique, xénophobes par ignorance, peur et prétention. » Ces quelques lignes illustrent la prégnance de catégories binaires au sein des services diplomatiques et leur réticence à entrer en contact avec une organisation jugée infréquentable car incompatible

---

ainsi que des déplacements en province : James Jankowski, « The View from the Embassy : British Assessments of Egyptian Attitudes during World War II », in I. Gershoni (dir.), *Arab Responses...*, *op. cit.*, p. 171-194.

<sup>62</sup> FO 371/35536 J2928, 2 juillet 1943.

<sup>63</sup> Diplomates de formation, Patrick Scrivener (1897-1966) dirige le département égyptien au sein du Foreign Office à Londres pendant la guerre, tandis qu'Edwin Chapman-Andrews (1903-1980) est assistant de l'Oriental Counsellor.

idéologiquement. Selon une note manuscrite : « Ils ont un programme révolutionnaire fondé sur les enseignements du Coran. Ils n'ont rien en commun avec le libéralisme ou l'éducation moderne et sont profondément anti-étrangers <sup>64</sup>. »

En réponse à ces critiques, les services de renseignements rédigent une lettre appuyant les thèses du premier rapport. Pour les agents militaires, les Frères représentent une force qui compte en Égypte, avec un quart si ce n'est un demi-million de partisans, tandis que leur influence auprès de la jeunesse éduquée décuple cette assise. Le potentiel des Frères musulmans à long terme est immense, selon eux, car ils défendent un programme politique et social plus en phase avec les aspirations du peuple égyptien que le Wafd. Par ailleurs, leurs principes réformistes les font être respectés par de nombreux notables musulmans, tandis qu'ils entretiennent de bons contacts dans certains cercles politiques. En conséquence, il serait imprudent d'ignorer (*disregard*) les Frères, et « quel que soit le mécanisme adopté, il reste essentiel d'établir un contact non officiel continu avec les Ikhwan de sorte que nous puissions être capables de les orienter vers ce que nous considérons juste pour l'Égypte, les pays voisins et l'Empire britannique <sup>65</sup> ».

S'ensuit un vif échange entre les deux services sur la compétence à articuler une analyse pertinente du phénomène frériste. Pour la chancellerie, selon les mots du conseiller Terence Shone, les renseignements militaires ont « tort d'indiquer un danger immédiat et réel plutôt qu'un danger futur et potentiel ». Elle dénonce « les inconvénients d'analyses politiques non contrôlées de la part d'une organisation militaire qui n'est que peu qualifiée, pour le moins, pour conduire des analyses politiques tout court <sup>66</sup> ». Dans une note manuscrite, le rédacteur renchérit : « Il est dangereux de prophétiser en politique et je suis certain que les Ikhwan ne compteront jamais en politique égyptienne comme un parti tel que le Wafd. » À l'inverse, les services militaires considèrent que « les autorités en charge de la sécurité devraient avoir une liberté totale pour exprimer leurs opinions sur la situation politique <sup>67</sup> » et continuent de mettre en garde contre la popularité des Frères.

### **Quelle diplomatie face à l'islam politique ?**

Ces différentes lectures de l'émergence des Frères musulmans égyptiens au tournant des années 1940 renvoient à une hésitation récurrente des États occidentaux vis-à-vis des

---

<sup>64</sup> FO 371/35536 J3026, 10 juillet 1943.

<sup>65</sup> FO 371/35536 J3177, 19 juillet 1943.

<sup>66</sup> FO 371/35538 J4382, 10 octobre 1943.

<sup>67</sup> FO 371/35539 J4579, 28 octobre 1943.



mouvements islamistes : la question de savoir si ces derniers peuvent constituer des interlocuteurs comme les autres.

Pour l'ambassadeur Sir Lampson, les Frères représentent un mouvement réactionnaire, sans avenir politique. Son analyse de la Société le conduit à favoriser une attitude répressive et à rejeter toute forme de contact direct<sup>68</sup>. Relayant les espoirs des élites britanniques et égyptiennes de faire advenir une société moderne en investissant un système éducatif de type occidental, il écrit :

« Bien que les Frères fassent appel à beaucoup de personnes pieuses issues des classes populaires, la doctrine de la Société, qui prône un retour à une législation purement islamique, en droit et en pratique, n'est pas en phase avec le courant majoritaire progressiste dans l'Égypte moderne. Une jeunesse éduquée ou semi-éduquée dont l'éducation a été principalement séculière ne cesse d'émerger des écoles et universités publiques. Alors que de temps en temps les Frères font appel à de tels éléments ayant reçu une éducation séculière, principalement en jouant sur des tendances xénophobes, il semble peu probable qu'un grand parti national comme le Wafd puisse être un jour remplacé par une organisation aussi obscurantiste et étroite religieusement<sup>69</sup>. »

Se lit ici la difficulté pour les diplomates britanniques de comprendre que ces jeunes gens sécularisés constituent justement la base sociale du mouvement frériste. Plus largement, on devine les prémisses de la politique étrangère britannique dans le Moyen-Orient du début de la guerre froide, fondée sur la diffusion d'un modèle progressiste, libéral et séculier. Avec l'assentiment états-unien, les autorités britanniques cherchent même à promouvoir dans l'Égypte d'après-guerre un mouvement alternatif, les Ikhwān al-Hurriya (les « Frères de la liberté »), pendant libéral des **al-Ikhwān al-Muslimūn**, qui vise à endiguer la propagation du communisme en Égypte et à promouvoir les idéaux démocratiques<sup>70</sup>.

Pour les agents militaires, à l'inverse, les Frères représentent une force vive de la vie politique égyptienne, avec qui il serait prudent d'interagir plutôt que d'opposer une fin de non-recevoir.

« Le fait que les Ikhwan constituent, après le Wafd, la plus impressionnante et la plus organisée des organisations en Égypte peut difficilement être nié. Alors que l'Égypte s'approche d'une indépendance complète, la raison d'être du Wafd est pratiquement achevée. Le Wafd ne semble pas avoir développé un programme social clair pour l'avenir et il est possible que son destin soit finalement d'être dépassé par quelque mouvement réformiste comme celui des Ikhwan<sup>71</sup>. »

---

<sup>68</sup> FO 371/35534 J2392, 21 mai 1943.

<sup>69</sup> FO 141/838 1237, 27 décembre 1942.

<sup>70</sup> James Vaughan, « "A Certain Idea of Britain" : British Cultural Diplomacy in the Middle East, 1945-57 », *Contemporary British History*, 19 (2), 2005, p. 151-168.

<sup>71</sup> FO 371/35536 J3177, 19 juillet 1943.

Il s'agit pour eux d'entrer en dialogue avec un acteur devenu incontournable dont il convient d'orienter les penchants réactionnaires dans un sens favorable aux intérêts de la Couronne. Calquant les catégories de l'échiquier politique britannique, un rédacteur va jusqu'à comparer les Frères musulmans à des « sociaux-démocrates » (*social democrats*), pouvant un jour prendre la place d'« un parti travailliste [*labour-party*] dans l'opposition » et concurrençant le « Wafd petit-fonctionnaire » et autres « petits partis ploutocratiques de l'opposition actuelle »<sup>72</sup>. Cette attitude pragmatique ne les empêche ni de maintenir une surveillance constante des activités fréristes, afin de prévenir toute action « subversive », ni de chercher à susciter des dissensions internes, afin de ralentir leur essor.

Après-guerre, une nouvelle menace cristallise les craintes britanniques : la peur de la « contagion communiste » devient le prisme d'appréhension des mouvements islamiques dans la région<sup>73</sup>. Les observateurs britanniques s'efforcent désormais d'évaluer les risques de collusion entre les Frères et les mouvements socialistes, tandis que de profonds troubles politiques affectent la stabilité du pays. Bien qu'al-Banna présente son mouvement comme un rempart contre le « danger bolchévique », les Frères restent étroitement surveillés, à la fois pour leurs activités palestiniennes et leur engagement nationaliste égyptien<sup>74</sup>. Leur participation au climat de violence après-guerre, notamment *via* leur « appareil secret », conduit à la dissolution de la Société en décembre 1948 et à l'assassinat d'al-Banna en février 1949.

Les mois suivants, alors que les Frères approfondissent leur réseau au sein de l'armée, les Britanniques demeurent préoccupés par la rhétorique antibritannique frériste et suivent de près les évolutions internes de la Société. La nomination d'Hassan al-Hudaybi à la tête des Frères est interprétée par les diplomates comme un gage de modération et plusieurs rencontres sont organisées début 1953 entre Trevor Evans, l'Oriental Counsellor, et al-Hudaybi, pour discuter des négociations anglo-égyptiennes<sup>75</sup>. Mais l'alliance des Frères avec les Officiers libres lors de la « révolution bénie » s'étirole rapidement et, à partir de 1954, la Société est dissoute et

---

<sup>72</sup> WO 208/1561, SSME, 103, 10 décembre 1942.

<sup>73</sup> Chikara Hashimoto, « Fighting the Cold War or Post-Colonialism ? Britain in the Middle East from 1945 to 1958 : Looking Through the Records of the British Security Service », *The International History Review*, 36 (1), 2014, p. 30-31.

<sup>74</sup> Lucas Rabel, « Les Frères Musulmans et les diplomates français et anglais au Proche-Orient de 1945 à 1954 », mémoire de master en histoire, Université Paris-IV, 2013.

<sup>75</sup> *Ibid.* ; Barbara Zollner, *The Muslim Brotherhood : Hasan al-Hudaybi and Ideology*, Londres, Routledge, 2009.

violemment réprimée, l'armée accusant les Frères de compromission avec la puissance coloniale <sup>76</sup>.

En filigrane de ces archives, se dessine un fil rouge des relations entretenues par les gouvernements occidentaux avec les acteurs islamistes en général et les Frères musulmans en particulier. Entrer en discussion raisonnée avec des mouvements anti-impérialistes populaires ou maintenir une stricte distance avec des mouvements jugés réactionnaires continue d'interroger les cercles de diplomates et d'experts <sup>77</sup>. Les répertoires d'actions et d'analyses mis en place dès les années 1930-1940, oscillant entre intérêts pragmatiques et antagonismes culturels, préfigurent ainsi les politiques étrangères contemporaines vis-à-vis de l'islam politique.

*Margot Dazey, Université de Cambridge, Département de science politique et de relations internationales, CB3 9DT, Cambridge, Royaume-Uni.*

---

**Margot Dazey** est doctorante en science politique à Trinity College, à l'Université de Cambridge. Ancienne élève de l'École normale supérieure de Paris, elle a fait des études d'histoire à l'Université Paris-I et des études arabes à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO). Ses recherches actuelles portent sur la genèse et les mutations des activistes islamiques en France. (margot-dazey@hotmail.fr)

---

<sup>76</sup> R. Mitchell, *The Society...*, op. cit., p. 113.

<sup>77</sup> Robert Leiken et Steven Brooke, « The Moderate Muslim Brotherhood », *Foreign Affairs*, 86, 2007, p. 107-121 ; Lorenzo Vidino (dir.), *The West and the Muslim Brotherhood after the Arab Spring*, Philadelphie, Foreign Policy Research Institute, 2013.